

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
99, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

ABONNEMENT Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 9 fr. — »

## Le Congrès des nationalités opprimées

Le Congrès des nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie, qui s'est tenu à Rome, vient de terminer ses travaux. Les résultats en sont d'autant plus importants qu'ils se produisent au moment où la monarchie des Habsbourg menace à l'intérieur les Tchéco-Slovaques et les Yougoslaves dans le but de briser la volonté des peuples martyrs, décidés à conquérir par tous les moyens leur liberté et leur indépendance, tandis qu'à l'extérieur, elle s'efforce de semer la discorde et de faire miroiter l'illusoire possibilité de conclure une paix autrichienne. A toutes ces intrigues, la manifestation de Rome est une riposte digne des peuples qui repoussent avec mépris la suggestion fallacieuse d'une autonomie nationale dans le cadre de la Monarchie.

L'importance du congrès de Rome est doublée par le fait que l'Italie se met à la tête des nationalités opprimées et organise une nouvelle lutte, dont la devise est : la liberté de tous les peuples, le respect de leur droit de disposer d'eux-mêmes et l'alliance intime pour la lutte contre l'ennemi commun.

Le Congrès de Rome a adopté la résolution suivante :

« Les rapports particuliers entre les Italiens et les Yougoslaves seront fondés désormais sur la reconnaissance de l'unité et de l'indépendance yougoslaves, d'un intérêt vital pour l'Italie, de même que l'unité nationale italienne est d'un intérêt vital pour la nation yougoslave. Les deux nations s'engagent à résoudre les controverses territoriales éventuelles, sur la base du droit des peuples à disposer de leur sort, de manière à ne pas léser les intérêts vitaux des deux pays, tels qu'ils seront définis au moment de la paix. Les minorités restant enclavées dans les territoires étrangers obtiendront la liberté linguistique et culturelle et l'on assurera la sauvegarde de leurs intérêts économiques et moraux ».

L'importance de la résolution adoptée est illustrée par les paroles de M. Orlando, lors de la réception des délégués, M. Orlando a dit en effet que la solidarité italo-yougoslave est fondée sur les souffrances communes et qu'il n'existe aucune cause profonde de dissensions lorsque l'on examine sincèrement et loyalement les conditions respectivement nécessaires à l'existence de chacune des deux nations. Quant aux peuples ethniques enclavés, il sera juste de donner les garanties indispensables à leur développement au sein de l'état auquel les nécessités réciproques d'existence forceront de les attribuer. Cette déclaration de M. Orlando signifie l'adhésion formelle de l'Italie à une nouvelle orientation fondée sur le principe de la liberté des peuples et même sans une précision plus grande, on peut admettre que la ligue générale de l'accord à conclure par les gouvernements compétents et à soumettre au congrès de paix, est trouvée. Il reste à continuer plus énergiquement à travailler dans ce sens, cette première étape devant servir de point de départ à des relations et à un contact plus intimes entre les hommes politiques et les publicistes italiens d'une part, serbo-croates-slovènes d'autre part.

Cependant il ne faut pas s'arrêter à ces généralités. Les courtoisies échangées — nécessaires en tant que préliminaires — ne suffisent pas. Aussi doit-on désirer que les questions intéressantes des deux peuples soient traitées sous une forme amicale et avec le concours de tous les hommes susceptibles de contribuer au succès final. Le Congrès de Rome fut une improvisation heureuse, ayant une importance in-

ternationale, mais ses résultats décisifs dépendent d'un travail loyal et intensif.

Quant à notre journal, ses rédacteurs et collaborateurs seront heureux de voir se réaliser ce qu'ils prêchent depuis le mois de mai 1916. Ils salueront avec joie le commencement d'une ère nouvelle dans les rapports italo-yougoslaves et leur espoir s'affermira de voir leur action s'élargir et se concrétiser afin de couper dans sa racine, toute tentative nouvelle de vaines discussions d'inutiles controverses.

En terminant, nous tenons encore à constater que la Serbie, qui a toujours refusé les offres de paix séparée et de sacrifier ainsi ses frères d'Autriche-Hongrie, voit avec satisfaction que sa politique nationale se trouve en parfait accord avec celle de l'Italie. Les révélations apportées récemment par l'Empereur Charles démontrent éloquemment quel idéal élevé l'héroïque peuple serbe poursuit, en repoussant toutes les offres d'un caractère égoïste.

Le Congrès de Rome infuse à tous les Serbes de nouveaux et plus lumineux espoirs.

Vive l'Italie ! Vive la Serbie ! Vive la future Yougoslavie !

Rome, le 14 avril 1918.

L. M.

A la séance de la Sкупштина du 12 avril le député M. Trifković a interpellé le ministre-président au sujet du discours du comte Czernin et de l'exactitude de ses assertions relatives à la Serbie. Le président du Conseil M. Pachitch répondit qu'il avait démenti les affirmations du comte Czernin dès qu'il en eut connaissance par une dépêche d'Amsterdam et qu'il déclarait de nouveau devant le Parlement que ces affirmations, en ce qui concerne la Serbie étaient inexactes (exclamations à droite : « Czernin ment ! ») M. Pachitch déclara ensuite que le comte Czernin n'avait jamais fait de propositions de paix à la Serbie et qu'elle ne les avait pas acceptées. Toutes les affirmations de M. Czernin ne sont que des intrigues de l'Autriche-Hongrie.

Le président du Conseil a lu ensuite la partie du discours Czernin où il est dit que l'Autriche ne veut pas anéantir complètement la Serbie mais veut vivre en paix avec elle tout en désirant cependant la vaincre moralement et la lier économiquement à elle. M. Pachitch déclara que l'Autriche et le comte Czernin se trompaient ; s'ils se font de pareilles idées sur la Serbie « c'est qu'ils ne la connaissent pas ».

L'interpellateur déclara ensuite qu'il était satisfait de la réponse du président du Conseil partageant son avis que l'Autriche ne se servait que d'intrigues. Elle n'intrigue pas seulement contre un grand pays comme la France mais aussi contre un petit comme la Serbie / exclamations : Vive la France ! vive la Serbie ! L'Autriche a intrigué de même dès le début de la guerre pour séparer la Russie de la France. Toutes les intrigues contre la Serbie ne font que renforcer son union avec ses grands et puissants alliés.

(Bureau serbe de la presse.)

### DUPLICITÉ AUTRICHIENNE

En admettant même que la lettre de l'empereur Charles dont nous parlons d'autre part, n'ait pas été un piège destiné à diviser les Alliés, elle était en tout cas leurrée d'affirmations inexactes. Dans l'Œuvre du 13 avril, M. Pichon le fait très bien ressortir en ces termes :

« Tous les peuples de mon Empire sont unis plus étroitement que jamais dans la volonté de sauvegarder l'intégrité de la monarchie ». Faux. Les régiments tchèques et yougoslaves se sont rendus aux Russes et aux Serbes en si grand nombre qu'on a pu, avec ses prisonniers volontaires, former toute une armée. Les députés tchèques et yougoslaves prêchent ouvertement le démembrement de l'Empire traditionnel. Et chaque jour la presse gouvernementale, à Vienne comme à Pest, les accuse de haute trahison.

« Personne ne pourra contester les avantages militaires remportés par mes troupes ». Faux. Tant qu'ils ont été seuls, les Autrichiens se sont fait battre. Sans les Allemands, ils n'auraient pu se défendre contre l'invasion russe ; sans les Bulgares, ils n'auraient pu venir à bout des Serbes.

« Aucune divergence de vues ne sépare mon Empire de la France ». Faux. La France professe que les peuples doivent disposer d'eux-mêmes, et ce principe est la négation radicale de l'existence de l'Autriche.

« Un état de guerre pour lequel aucune responsabilité ne peut m'incomber ». Faux. La guerre a été déclenchée par l'ultimatum autrichien à la Serbie.

« J'appuierai par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle auprès de mes alliés les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine ». Quels moyens

compte employer celui qui parle ainsi ? Et quelle influence personnelle a-t-il ? On le regarde à Berlin comme un bon jeune homme qu'il est à la fois facile et nécessaire de tenir en tutelle. Il ne suffira pas sans doute qu'il conseille à Guillaume II de nous céder l'Alsace pour que celui-ci se déclare miraculeusement converti. D'autre part, le public en Autriche est très divisé : Germains et Magyars pensent comme les Prussiens sur la question alsacienne ; les Slaves pensent comme nous ; mais de se figurer que leur opinion puisse avoir quelque poids sur l'Allemagne, ce serait par trop naïf.

## La situation de l'Autriche en Europe

par Siegfried FLESCH

La guerre est le développement le plus puissant des effets et des réalités politiques. Elle rompt le voile de toutes les phrases de charlatanisme politique et scientifique. Les événements se sont développés jusqu'ici, et malgré les intrigues diplomatiques, comme conduits par une forte destinée ayant une connaissance infailible du but, et cela à travers une suite monstrueuse de mensonges. Le vieux problème autrichien ne subsiste au fond que parce que la dissolution de la Monarchie a été de la plus haute nécessité il y a déjà un demi-siècle, dans l'intérêt des peuples tourmentés, dont elle tire la force de son existence. Cette dissolution a été manquée alors et la question de l'Autriche apparaît maintenant de nouveau et très clairement à l'ordre du jour.

La guerre apporta la prépondérance magyaro-allemande dans l'armée, dans l'administration, dans l'organisation et conformément à la loi qui dit qu'une forte centralisation est toujours suivie en Autriche d'une forte décentralisation, nous voyons une suite inouïe de meurtres judiciaires, des procès de haute trahison, des forêts entières de potences, des prisons, remplies des plus nobles éléments qui restent encore dans la Monarchie. Mais il y a encore, outre l'orageuse demande de l'indépendance des Tchèques, l'entière impossibilité de mettre de nouveau d'accord dans un parlement nouvellement ouvert, les peuples maltraités, partagés, décimés. Les Ukrainiens veulent être réunies à la Russie ; les Slaves du Sud, les Serbes, les Croates, les Slovènes, forment un bloc, auquel on ne peut que souhaiter de ne pas se trouver de nouveau livré aux persécutions des cinquante dernières années.

Ainsi se dresse aujourd'hui la question des nationalités. Nous voyons aussi apparaître à nouveau, et très clairement la rivalité des deux empereurs, dans l'essai que fit la cour de Vienne, pour gagner le pape à la paix. L'Autriche cherchait toujours comme aide, pour son idée d'omnipotence, la sanction papale, et elle est aujourd'hui très fortement appuyée à cet effet par les Jésuites, attirés par l'odeur de pourriture, et qui dans l'oscillation moyennageuse entre le pape et l'empereur, voyaient de plus importants points d'appui de la politique de l'Eglise.

L'Autriche se montra même si dévouée à la proposition de paix du pape, qu'elle se déclara en apparence prête à contre-carrer les efforts d'expansion de l'Allemagne. Des groupes entiers de partis, dans le camp de l'Entente, tombèrent victimes de cette tactique, qui fut surtout appliquée dans le conflit italo-serbe, artificiellement gonflé par des manœuvres de la presse austro-papale.

De leur côté, les Hohenzollern cherchant à fonder, comme au Moyen Age, l'Empire universel en s'appuyant sur les prolétaires. Ils exploitent, par des intrigues, chaque mouvement du prolétariat des Etats ennemis, qui semble ne pas se rendre compte qu'il tombera, dans le cas de succès impérial, dans l'esclavage.

Ainsi, lorsqu'on examine les raisons qui devraient justifier la subsistance de l'Autriche comme unité étatique, on devra se convaincre que tous les mouvements et les courants politiques qui depuis l'époque de la Restauration combattaient le progrès dans les Etats européens depuis l'époque de la Restauration, sont dus prin-

cipalement à l'Autriche, qui devrait être conservée comme le foyer de la réaction, si on voulait lui reconnaître ce rôle. L'union des Etats autrichiens, avec sa base décomposée et corrompue, fut un des derniers liens d'attache avec le passé européen, celui sur lequel chaque gouvernement réactionnaire trouvait un point d'appui et auquel faisaient des coquettes toutes les dynasties d'Europe. L'Autriche servait toujours de prétexte pour les nouveaux projets militaires, parce que d'un côté son territoire n'avait pas de frontières nationales et de l'autre l'idée de l'Etat autrichien ne reposait que sur les points de vue militaire et économique. En outre, l'Autriche fut toujours le centre préféré de toutes les tendances impérialistes sur le continent européen. C'est ici que la politique d'expansion pouvait toujours trouver des sources nouvelles.

Aujourd'hui, il s'agit cependant de la lutte entre la démocratie et ce qui reste des idées moyenâgeuses. Ce choc de deux conceptions mondiales doit être résolu. Ni les tentatives d'arrangement, ni les propositions de réconciliation ne sont possibles. Toute solution qui n'amènera une décision définitive ne serait qu'un ajournement tragique et coûterait à l'Europe plus de sang et de victimes que la dernière épreuve de force, dans la guerre actuelle. N'essayons pas de brouiller les esprits par des quantités d'actions subordonnées et n'usons-nous pas de la psychose de la guerre dans toutes ses manifestations, pour des petits buts de parti, ou même pour des fins personnelles. Le développement de l'Europe nous montre dans sa synthèse le point central de la question. On ne peut demander au développement et au progrès de s'arrêter et s'ils peuvent être ajournés et empêchés, ce sera toujours avec des suites tragiques pour l'humanité. Lassalle (1) a écrit en 1859 :

« L'Italie combat dans la plus juste et la plus sainte des guerres qu'un peuple puisse faire, elle lutte pour son indépendance nationale et pour son existence. Elle se bat avec un noble enthousiasme contre un adversaire par trop puissant, contre une conception d'Etat la plus arriérée que l'Europe ait pu exhiber, contre l'Etat usurpateur l'Autriche. » (P. 301.)

« Le principe de la démocratie a son fond et sa source de vie dans le principe des nationalités libres. La démocratie ne peut pas fouler ce principe aux pieds sans mettre une main meurtrière sur sa propre existence. » (P. 303.)

« En Autriche, le Gouvernement, en opposition à ses peuples, représente le principe barbare et force ses peuples artificiellement et par la violence à se soumettre à ce principe. » (P. 306.)

« L'Autriche est un principe réactionnaire, conséquent en soi-même. C'est pourquoi elle fut, depuis son existence, l'ennemi le plus dangereux de toutes les idées de liberté. » (P. 316.)

Pour contredire ces citations, on peut dire qu'elles sont de 1859 et qu'elles ne valent pas aujourd'hui ce qu'elles valaient autrefois. C'est pourquoi nous ajoutons ici un jugement politique porté sur l'Autriche pendant la guerre actuelle :

(1) « Paroles et Ecrits de Ferd. Lassalle », édités par Edouard Bernstein, Berlin, 1892, 1<sup>er</sup> volume.

« Le fait seul de l'existence de l'Autriche-Hongrie, de cette Turquie de l'Europe centrale, ne laisse déjà aucune place à la liberté naturelle des peuples dans le sud-ouest. Elle pousse ces peuples à se combattre mutuellement et à se chercher un appui au dehors. Elle en fait des instruments pour des combinaisons des grandes puissances. Le chemin du progrès politique pour l'Europe centrale et du sud mène par la ruine de la Monarchie austro-hongroise. »

(Cet homme s'appelle Trotzky. Il a formulé ce jugement à la fin de 1914, dans sa brochure: « La Guerre et l'Internationisme ».)

### La conception magyare de la démocratie

La valeur des peuples se mesure à ce qu'ils apportent de spécial et d'original au progrès de l'humanité. Plus un peuple contribue à la richesse commune de l'humanité, plus il a le droit d'occuper les premières places dans la hiérarchie des peuples et, inversement, plus il s'éloigne de la ligne générale adoptée par l'humanité, plus il mérite la réprobation universelle.

L'idée démocratique, l'idée de la participation des masses des peuples du monde à la direction de ses destinées a été exaltée comme le seul courant qui mènera l'humanité au bonheur et la délivrance de la misère dans laquelle vit encore une grande partie des peuples.

L'idée de la démocratie a envahi le monde et tous les peuples se sont empressés d'en faire leur propre ligne de conduite pour le présent et pour l'avenir.

Dans ce concert des peuples, la Hongrie aussi a prétendu prendre sa part et l'on a beaucoup entendu parler de son évolution démocratique. Considérable est le nombre de ceux qui dans leur crédulité ajoutent foi à ces assertions mensongères et affirment que le vent démocratique passe aussi sur la Hongrie. De notre côté, nous avons apporté de nombreux documents de la fausseté de la politique magyare, cette politique foncièrement réactionnaire et exclusive qui ne cherche qu'à opprimer des millions d'hommes de race étrangère pour en faire des Magyars.

Actuellement, comme on le sait, on discute le projet de la réforme électorale dans la commission parlementaire. Ces discussions sont au plus haut degré caractéristiques de la Hongrie, et tous ceux qui voudraient connaître les vraies bases de l'étatisme magyare en même temps que la conception magyare de la démocratie, devraient étudier des débats. Ici défilerait l'idéal magyare dans toute sa pureté.

Les peuples qui dans leur humanisme élevé recherchent la voie du bonheur des hommes seront stupéfaits en apprenant comment une poignée de Magyars s'efforce de supprimer l'existence des peuples, de millions d'hommes qui possèdent une ancienne civilisation, des traditions nationales très vives et ont une volonté ferme de vivre en membres indépendants de la communauté humaine.

Un des comtes magyars qui incarne l'idée magyare a présenté il y a quelque temps un projet qui contient les lignes générales de la nouvelle réforme électorale. Le comte Etienne Bethlen, grand seigneur féodal de la Transylvanie, membre du parti gouvernemental, dont l'opinion possède l'écrasante majorité de l'opinion publique magyare, a demandé entre autres

dans son projet que la condition principale du droit de vote soit la connaissance de la langue magyare. Son projet, dit-il, a été expliqué dans un article retentissant du « Pesti Hirlap » du 12 mars. Il y décrit ce que c'est que la démocratie. « Il y a une différence — dit-il — entre la démocratie et la démocratie nationale. La première accorde les droits sans distinction à tous ceux qui habitent le pays, et l'autre ne peut donner le droit qu'à ceux qui veulent conserver l'unité de l'Etat, assurer son intégrité. La simple démocratie veut donner le droit de vote sans distinction à tous, en conséquence aussi à ceux qui mangent notre pain mais qui sont les ennemis de la patrie, consciemment ou inconsciemment, tandis que nous ne pouvons donner le droit de vote qu'à ceux de qui nous avons la garantie qu'ils n'useront pas de ce droit contre la nation (magyare). »

Ce noble Magyar nous étale donc quelle est la démocratie que les Magyars croient acceptable pour la Hongrie. C'est celle qu'ils appellent la démocratie nationale. Elle consiste dans l'extension limitée des droits, mais seulement à ceux dont les Magyars ont la garantie qu'ils n'en useront pas contre la nation magyare.

On pourrait demander justement quel est le nombre de ces citoyens hongrois qui ne présentent pas suffisamment de garanties pour l'extension des droits politiques? Leur nombre dépasse dix millions, plus que la moitié des habitants de toute la Hongrie.

M. Wilson disait dans un de ses messages, qui sont la joie de l'humanité qui souffre et espère, que les peuples ne peuvent pas passer de potentiel à potentiel comme une marchandise. Cependant la démocratie nationale magyare dont nous avons exposé la manifestation stupéfiante n'est elle pas l'affirmation cynique qu'au cœur de l'Europe civilisée il y a un peuple d'origine asiatique, qui appuyé sur le sabre du Kaiser, traite ses peuples comme un bétail et les enferme dans une cage pour pouvoir les exploiter et les assimiler plus aisément.

La démocratie magyare est un défi à l'humanité en même temps qu'un danger permanent, parce qu'elle porte en soi les germes de luttes nouvelles et de luttes désespérées des peuples à la vie et à la mort.

L. P.

### En jouant avec l'Autriche

Sous ce titre, la revue « The New Europe » a publié le 22 mars dernier un excellent article, dont nous extrayons les passages suivants:

Si du côté de l'Entente, on avait simplement l'intention d'engager d'irrégulières discussions en vue d'obtenir des renseignements sur la mentalité intérieure de l'ennemi, nous ne serions pas autorisés à condamner la tentative sans enquête préalable. Mais la rumeur publique a attribué aux représentants de l'Entente l'acceptation, comme bases de discussion, de conditions telles, que non seulement elles rendraient impossible une reconstruction de l'Europe, mais qu'elles détruiraient des engagements existants, et même offriraient à l'un de nos ennemis des concessions territoriales qui ne pourraient être conciliées avec les principes si solennellement proclamés par les hommes d'Etat de l'Entente.

Dans sa politique envers l'Autriche, l'Entente est en face d'une alternative et chaque rapprochement doit être fait dans l'une de ces deux directions: vers ceux qui actuellement régissent les destinées des deux Etats ou vers les nations ou groupes nationaux qui désirent s'émanciper

de leur joug présent — en d'autres termes, vers les fidèles alliés de notre principale ennemie, l'Allemagne ou vers leurs adversaires ouvertement déclarés, parmi les sujets de leur plus important allié: l'Autriche. Tant que ce choix n'aura pas été fait nous ne ferons que badiner avec le sujet; et des négociations conduites par des personnes d'esprit irrésolu et qui présentent toujours les avantages du rival, non seulement n'offrent aucun espoir de succès, mais laissent place encore à la supposition d'une grave injure faite à la cause des alliés.

M. Seton-Watson, dans son article de la « Contemporary Review » de mars a avancé des arguments détaillés pour prouver que même si le jeune empereur désire sérieusement reconstruire ses Etats sur une base fédérale, aucun des facteurs sur lesquels l'existence de l'Etat est établie actuellement — l'aristocratie, l'armée, l'Eglise, la bureaucratie, la bourgeoisie allemande et les Magyars — ne pourrait compter se maintenir avec une telle politique. Si cela est vrai — et nous le croyons incontestable — il s'ensuit que l'Entente parviendra seulement à un arrangement avec les pouvoirs dominants en Autriche dans des conditions qui impliquent l'acceptation du « statu quo » territorial et la négation du principe des nationalités.

Dans de telles circonstances, le seul effet de propositions de notre part (et il en sera ainsi même si, comme il semble probable, la première ouverture provient de la banqueroute de Vienne) sera inévitablement de persuader les hommes d'Etat autrichiens que toutes les déclarations de l'Entente durant les trois dernières années sont des phrases purement hypocrites. Cela les a probablement encouragés à croire que notre situation est bien moins favorable que nous ne le faisons croire à l'extérieur et dans tous les cas ce fait a dû les frapper qu'en 1918 comme en 1914 les hommes d'Etat Anglais ont pu le comprendre, ou n'ont pas compris du tout les faits fondamentaux de la situation autrichienne, et par conséquent de la politique de l'Europe centrale. En outre, la plus incertaine des bases de négociation serait la meilleure occasion pour Vienne de prouver avec évidence sa loyauté à Berlin, en lui transmettant aussitôt la nouvelle, et d'un autre côté de décourager les divers éléments slaves d'Autriche qui sont favorables à l'Entente, en leur montrant combien un tel attachement a peu de raisons d'être.

L'idée d'une paix avec l'Autriche est une illusion fatale. Les Allemands de l'Empire — c'est l'entière vérité — sont cordialement détestés partout en Autriche et en Hongrie — autant par les Allemands, Autrichiens et les Magyars que par les Slaves. On peut même parler d'extrême tension dans leurs relations personnelles et sociales. Mais cela n'affecte pas l'Alliance pour la très simple raison qu'en grande partie, Vienne et Budapest se trouvent dépendre de Berlin principalement parce que seule Berlin peut sauver l'hégémonie allemande en Autriche et l'hégémonie magyare en Hongrie. Pendant cette guerre l'Autriche-Hongrie n'a pas été fissurée moins de six fois et chaque fois elle n'a été libérée de la désagrégation et du désastre que par l'intervention militaire de l'Allemagne. Aujourd'hui c'est l'armée allemande uniquement qui soutient l'Autriche-Hongrie et la préserve de l'écroulement, et dans un certain sens c'est un accident malheureux que la Russie se soit écroulée la première. La dépendance de l'Autriche-Hongrie n'est pas seulement politique mais surtout militaire.

Mais à côté de cette raison militaire concluante, il y a des facteurs financiers et économiques qui combattent toute idée de paix séparée. L'Autriche-Hongrie est virtuellement en faillite, sa réserve d'or est à peu près épuisée et elle se trouve pieds et poings liés par des engagements financiers aux grandes banques berlinoises. La prospérité financière de Vienne et Budapest a été artificiellement poussée au-delà de ses limites naturelles aux dépens des nationalités sujettes et elle souffrirait de l'établissement de l'équilibre en faveur de Prague ou de Agram. Les gros intérêts bancaires juifs des deux capitales sont tous anti-slaves et liés sans espoir à l'ancienne disposition politique, à l'alliance allemande et au commerce et à la finance qui arborent le pavillon allemand. Pendant ce temps la presse de Vienne et de Budapest qui fut toujours plus ou moins dirigée par les différentes conventions industrielles et par les trusts est tombée durant

la guerre, à un degré alarmant, sous l'influence des banques de Berlin et des maisons westphaliennes d'armement avec de désastreux effets pour ce qui est l'équivalent autrichien de l'opinion publique.

Le jeune empereur et son entourage sentent indubitablement leur dépendance de Berlin et des Hohenzollern. Les chefs militaires autrichiens même ont assez de ce rôle et s'inquiètent de l'abaissement de la discipline et de la propagation des idées révolutionnaires et subversives russes. Mais dans cela rien ne nous montre sérieusement qu'ils songent à une paix séparée et qu'ils l'estiment réalisable. Tout suggère, au contraire, qu'ils tiennent des négociations séparées pour un simple piège afin d'attirer l'imprudent et l'amener l'Entente à négocier avec « tout le cercle ». De plus, quoique notre opinion sur les Habsbourg est bien basse, nous ne pouvons pas les supposer capables d'une aussi inconcevable trahison envers leur allié, qui serait leur désintéressement de l'Allemagne dans les conditions actuelles. En plus d'une occasion, les Habsbourg ont fait montre des plus basses ingratitude et d'intransigence et ont exploité sans scrupule la dévotion de leurs partisans ou de leurs alliés. Mais ils ne sont pas morts à tout le sens de « noblesse oblige » et n'agiraient pas comme des « desperados » orientaux de la trempe de Eslet ou d'Enver. De plus, tel que le monde est constitué aujourd'hui, leur trahison abattrait sur leur tête tout l'édifice du principe monarchique toujours chancelant, et ils sont trop essentiellement dynastiques pour ne pas le sentir complètement. Enfin, le simple bon sens les prévient que si l'impossible était accompli et l'alliance avec l'Allemagne répudiée, la prompt réponse de Berlin serait l'occupation de Prague et de Cracovie. De sorte que nous en sommes tenus à cette conclusion qu'en faisant des ouvertures à l'Entente, Vienne nous a simplement tendu un piège destiné à nous compromettre aux yeux de nos amis et à fournir à Berlin le moyen d'éprouver notre esprit et notre morale.

La persistance de l'intrigue autrichienne en Europe occidentale est un curieux phénomène qu'il ne serait pas difficile de ramener à certaines sources bien définies — sociale, financière, internationale, ecclésiastique, féodale — souvent contraires, quelquefois étrangement entrelacées. Mais si nous excluons ceux qui ne sont manifestement que des instruments ou des dupes, nous trouverons que ceux qui travaillent activement pour la préservation de l'Autriche sont invariablement — quelques divergences que puissent être leurs sphères d'action — des réactionnaires de cœur ou des adhérents à l'ancien état de choses. Du côté autrichien se dressent le principe dynastique (qui est opposé à la conception britannique de la monarchie limitée), la conception d'une caste militaire héréditaire taillée — sans autre bien que la loyauté — dans la division impérialiste, les cultes de l'ascendance et de l'hégémonie de la race, la peur d'une Eglise inerte et non réformée à cause des changements qui affecteraient ses extraordinaires richesses temporelles, la crainte d'une aristocratie sans énergie, de la disette croissante du paysan, la capacité infiniment obstruante d'une bureaucratie qui est imperméable à l'agitation de la nation autour d'elle et qui doit son influence à un talent inné pour le bon espionnage et à son adresse à ériger le « divide et impera » en un système de gouvernement complet. Derrière tout cela, se tiennent les figures occultes de la finance internationale et de la propriété foncière demandant la cessation de la lutte, car chacun espère maintenir un peu du restant de son ancien pouvoir.

Ces intrigues ne réussiront pas; les événements sont beaucoup trop violents, beaucoup trop inexorables. Mais elles minent le moral de nations, détruisent peu à peu la confiance entre alliés et nous poussent à désespérer de l'irresponsable légèreté et du cynisme avec lequel nous sommes gouvernés.

### PETITES NOUVELLES

Le « Giornale d'Italia » dit que M. Troubitch, président du comité yougoslave, et le Dr Markovitch, directeur du journal « La Serbie », qui paraît à Genève, sont partis mardi soir avec la commission militaire pour le front italien. (« La Suisse ».)

### FEUILLETON

## L'Autriche et l'équilibre européen

Par JULES CHOPIN

M. Jules Chopin, l'auteur du livre remarquable *L'Autriche-Hongrie « brillant second »*, que nous ne saurions assez recommander, a publié dans la *Revue de Paris* du 15 février, à propos des tentatives de sauvetage de l'Autriche, un article fort instructif sur ce dilettantisme politique. M. Chopin est un spécialiste de la question d'Autriche-Hongrie, et ses connaissances profondes des différents éléments composant le problème de la Double Monarchie, l'ont élevé au rang des publicistes les plus compétents en cette matière. C'est pourquoi l'opinion de M. Chopin, documentée et exposée avec une lucidité parfaite, doit intéresser tous les partisans d'une paix juste et durable. Nous donnons ici un résumé de l'article de M. Chopin.

La puissance germanique n'a plus de contrepois en Orient. Elle est libre de faire porter tout son effort sur l'Occident et l'équilibre européen se trouve rompu. La grande question est donc aujourd'hui, dans les circonstances actuelles, de savoir s'il est possible de rétablir cet équilibre sans tenir compte de la Russie. La solution de ce grave problème est, selon nous, non seulement possible, mais même facile.

La puissance germanique ne consiste pas dans la seule Allemagne. L'Autriche-Hongrie en fait partie intégrante. Elle lui apporte un contingent de près de 50 millions d'hommes, et l'on voit tous les jours quel usage l'Etat-Major allemand sait faire de cette population composite. Un régime d'une rare violence, et les graves fautes commises par la diplomatie de l'Entente ont permis aux gouvernements de Vienne et de Budapest de mettre au service de la « Plus grande Allemagne » les très nombreux Slaves de la Monarchie dualiste.

L'une des plus grosses fautes de l'Entente a été de ne pas faire aux Slaves de la Monarchie habsbourgeoise des promesses

formelles. Les vagues paroles énoncées en deux ou trois circonstances sur la libération des peuples, pouvaient prêter, par leur imprécision, à d'équivoques interprétations; d'autant mieux que souvent les propos d'hommes politiques haut placés, propos largement exploités par Vienne, semblaient les contredire. Il aurait fallu, dès les premiers jours, proclamer que le but de l'Entente était d'accorder aux Polonais l'ancienne Pologne de leur rêve; aux Tchèques et aux Slovaques, le royaume de saint Venceslas augmenté de la Slovaquie; aux Yougo-Slaves un Etat indépendant et la liberté de s'unir à la Serbie. Si l'on a fait les promesses qui auraient encouragé la résistance des Slaves et qui peut-être — les populations dissidentes se sentant soutenues à l'extérieur — eussent été susceptibles de déclencher un soulèvement en Autriche-Hongrie, c'est qu'une vieille illusion berce encore beaucoup de politiciens, non seulement d'Europe, mais même d'Amérique: on croit l'Autriche indispensable. Le 3 décembre 1917 le président Wilson, dans le même passage où il demandait au congrès de Washington de déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie, disait:

« La paix... doit... délivrer les peuples d'Autriche-Hongrie, les peuples des Balkans et les peuples de Turquie... de la domination impudente et étrangère de l'autocratie militaire et commerciale de la Prusse. Nous nous devons cependant à nous-mêmes de dire que nous ne désirons en aucune façon nuire à l'empire austro-hongrois ou le rajuster. »

Les préjugés ont la vie dure. Celui qui veut que l'Autriche-Hongrie soit indispensable à l'équilibre européen est le plus tenace de tous. « Si l'Autriche n'existait pas, répétait-on naguère avec l'historien et politicien tchèque Palacky, il faudrait l'inventer. » On oubliait que Palacky ayant, plus tard, mieux compris l'vanité de cette fameuse Autriche, disait en parlant des Tchèques: « Nous avons existé avant l'Autriche, nous existerons bien encore après elle. »

Dire que l'Entente ne vit pas le danger serait faux. Elle s'imaginait simplement qu'il venait de la mauvaise constitution de l'Autriche-Hongrie, de ce dualisme créé en 1867 et qui laissait aux Allemands et aux Magyars la haute main dans la direction de l'Etat. Partout on répétait que l'Autriche, sortie de son rôle, y rentrerait dès qu'elle serait devenue, comme le réclamait Palacky — le Palacky première manière — un Etat fédéral. L'Autriche-Hongrie, enseignait-on, dans nos écoles, a une constitution fort injuste. Deux nationalités peuvent impunément opprimer les autres, qui forment pourtant la majorité de la population. Les Allemands et les Magyars, qui détiennent le pouvoir, orientent l'empire danubien vers l'Allemagne. Tout le monde est mécontent et les populations austro-hongroises ne cessent de s'agiter. La situation est grave. « Et cependant, répétait-on à l'envi tous nos manuels d'histoire, la conservation de cet empire est nécessaire à la paix. S'il disparaissait, c'en serait fait de l'équilibre européen: l'Allemagne dominerait dans l'Europe centrale. Et le refrain revenait, obsédant: « Conservons l'Autriche-Hongrie, mal nécessaire, mais fédéralisons-la. » Les esprits en sont hantés. Apprend-on que quelque soulèvement s'est produit en Bohême, en Slovaquie ou dans les pays yougo-slaves — ce qui est, du reste, assez fréquent — les lecteurs de journaux ont un haussement d'épaules dépit: « Quand donc fédéralisera-t-on cette Autriche-Hongrie? Violant les traités qu'elle a signés, la Monarchie dualiste menace-t-elle l'Europe d'un conflit, le choc des diplomates entonne à l'unisson: « Quel pays, cette Autriche! Fédéralisons-la. » François-Joseph se fait-il dans l'affaire du Maroc le « brillant second » de Guillaume II, tous les échos de l'Europe retentissent de l'immuable refrain: « Décidément, cette Autriche gouvernée à l'allemande devient dangereuse, fédéralisons-la. »

En 1914 on s'aperçut que la gangrène pangermanique avait gagné la tête même de l'empire. On s'en aperçut mieux encore

# La LETTRE de L'EMPEREUR CHARLES

Au moment où le comte Czernin tombe victime de ses propres intrigues, il n'est pas inutile de rappeler en quelques mots le débat surgi entre le « premier français » et le ministre de Charles I.

Au cours d'un discours sur la disette menaçante, tenu à la municipalité de Vienne, le comte Czernin parla de « propositions » françaises de paix faites par M. Clemenceau. Ce dernier riposta par un énergique : « Czernin en a menti ». Soucieux de se disculper, le ministre autrichien dévoile alors les conversations poursuivies en Suisse entre le comte Reverteira, émissaire de Czernin et le comte Armand « homme de confiance » de Clemenceau. Ainsi directement mis en cause, le président du Conseil français n'eut pas de peine à montrer que l'initiative de ces conversations engagées d'ailleurs antérieurement à son arrivée au pouvoir, appartenait à l'Autriche et non pas à la France. Mais Czernin persista dans ses allégations. C'est alors qu'une note officielle fit allusion à la lettre autographe de l'empereur Charles, promettant d'appuyer auprès de Guillaume les « justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine ». Mais Charles à son tour, démentit formellement, dans un télégramme adressé à son puissant allié, avoir jamais rien écrit de pareil.

Devant ce fait, il ne restait au gouvernement français qu'à publier le texte même de la lettre transmise à M. Poincaré par le prince Sixte de Bourbon-Parma, beau-frère de l'empereur Charles.

Voici les passages de cette lettre concernant l'Alsace-Lorraine, la Belgique et la Serbie.

*« Aussi m'est-il particulièrement agréable de voir que, bien que momentanément adversaires, aucune véritable divergence de vues ou d'aspirations ne sépare mon empire de la France, et que je suis en droit de pouvoir espérer que mes vives sympathies pour la France, jointes à celles qui règnent dans toute la monarchie, éviteront à tout jamais le retour d'un état de guerre pour lequel aucune responsabilité ne peut m'incomber. A cet effet, et pour manifester d'une façon précise la réalité de ces sentiments, je te prie de transmettre secrètement et inofficiellement à M. Poincaré, président de la République française, que j'appuierai par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle auprès de mes alliés les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine.*

*Quant à la Belgique, elle doit être rétablie entièrement dans sa souveraineté, en gardant l'ensemble de ses possessions africaines, sans préjudice des dédommagements qu'elle pourra recevoir pour les pertes qu'elle a subies.*

*Quant à la Serbie, elle sera rétablie dans sa souveraineté et, en gagé de notre bonne volonté, nous sommes disposés à lui assurer un accès équitable et naturel à la mer Adriatique, ainsi que de larges concessions économiques. De son côté, l'Autriche-Hongrie demandera comme conditions primordiales et absolues que le royaume de Serbie cesse à l'avenir toute relation et qu'il supprime toute société ou groupement dont le but politique tend vers une désagrégation de la Monarchie, en particulier la Narodna Obrana; qu'il empêche loyalement et par tous les moyens en son pouvoir toute sorte d'agitation politique soit en Serbie, soit en dehors de ses frontières, dans ce sens, et qu'il en donne l'assurance sous la garantie des puissances de l'Entente. »*

On sait que le mot d'ordre à Vienne, est de soutenir que ce texte est falsifié, que la lettre véritablement adressée à Sixte contenait au contraire l'annonce que les revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine étaient illégitimes,

enfin que le prince n'avait nullement le mandat de transmettre à M. Poincaré les opinions de l'empereur.

Ce tissu d'affirmations et de dénégations se rompra bien un jour. Chacun est déjà fixé d'ailleurs sur le crédit qu'il convient d'accorder aux paroles autrichiennes. Et la chute de Czernin est la première conséquence de ces intrigues trop savantes. Il y en aura d'autres. Et de plus importantes peut-être.

Contrairement à ce qu'il a dit de la Belgique, qui « doit être rétablie entièrement dans sa souveraineté », l'empereur Charles dit seulement pour la Serbie « qu'elle sera rétablie dans sa souveraineté ». Sans vouloir examiner ce qu'il a voulu dire par cette expression vague, s'il avait même entendu par là restaurer la Serbie, nous ne pouvons pas faire autrement que de lui fournir la même réponse donnée déjà au comte Czernin. La question de la restauration de la Serbie n'existe pas; elle est inventée et ingénieusement suggérée au monde par l'Autriche pour détourner son attention d'une autre question vraiment réelle, la question yougoslave. Dans celle-ci, on pourrait sous-entendre la question de la Serbie, mais le point capital — en dépit de l'Autriche — reste toujours la question yougoslave et elle sera posée par nos alliés à l'ordre du jour de la conférence de la paix.

Comme prix de cette grâce impériale, l'empereur nous demande entre autres d'empêcher toute sorte d'agitation en dehors de nos frontières. Il paraît que l'empereur s'est convaincu que même les mesures terroristes que l'Autriche-Hongrie prend contre ses propres sujets ne peuvent pas étouffer le réveil du peuple yougoslave ni ses aspirations à la liberté et à l'indépendance. Il désirerait que la Serbie use de son prestige auprès du peuple yougoslave en espérant que cette mesure d'ordre moral aurait certainement plus d'effet que tout le système terroriste. Il voudrait que la Serbie dise à ses propres frères : « Frères, restez sous le joug austro-magyar, vous y êtes très bien; d'ailleurs, c'est assez que nous Serbes de Serbie soyons libres! » Voilà quel rôle l'Autriche voudrait faire jouer à la Serbie, voilà de quel crime elle désirerait voir souillés notre âme, notre honneur.

## La valeur de l'Etat unitaire magyar

Maintes fois on a exalté la fermeté de la Hongrie dans cette guerre. L'influence et l'énergie de son gouvernement qui souvent a fait preuve d'une force prépondérante dans les affaires de la monarchie a donné l'idée aux spectateurs superficiels que l'existence de la Hongrie est basée sur des fondements sûrs. Ce jugement paraissait d'autant plus plausible si l'on comparait avec la situation en Autriche.

En effet, à première vue, on voit une grande différence dans la situation intérieure entre l'Autriche et la Hongrie. En Autriche les différents peuples se sont fait entendre d'une façon énergique et leurs revendications ont parcouru le monde. L'Autriche est tiraillée par l'action de ses peuples et réussit avec peine à créer un équilibre au moins apparent. Cela fait que l'Autriche vitote ou comme les Autrichiens disent eux-mêmes, fort wurstelt.

En Hongrie, par contre, la situation paraît être tout autre. Le Parlement, le gouvernement, et tout ce qu'un étranger peut apercevoir porte la marque magyare. Somme toute, on pourrait dire avec les Magyars que leur pays est en effet un « Etat unitaire magyar ».

Mais les rares occidentaux qui ont eu le courage d'apprendre l'idiome magyar et

qui sont en état de suivre les événements hongrois pourront constater aisément que sous ce calme apparent gronde un orage des plus violents. Le mutisme des peuples n'est pas dû à leur indifférence nationale ni à leur reconnaissance de l'idée de l'Etat unitaire magyar, mais à la force qui s'appuie sur les baïonnettes. Nous ne voulons pas dire par cela que l'Autriche n'ait pas employé la force comme les Magyars. A ce point de vue le traitement des peuples tant en Autriche qu'en Hongrie était identique. Que l'Autriche n'ait pas pu quand même « pacifier son troupeau de peuples de deuxième rang », cela tient à la civilisation plus élevée de ces peuples, qui ont pu malgré les empiètements des Allemands arracher à ceux-ci la permission de s'organiser plus efficacement que n'ont pu le faire les peuples de la Hongrie. Si la voix des peuples de la Hongrie n'a pu s'élever aussi vivement que celle des peuples de l'Autriche, cela n'est qu'une question de temps. A force de grandir en civilisation les peuples de la Hongrie s'organisent et raffermissent leur unité nationale afin qu'un jour, qui ne sera pas lointain, ils puissent braver avec succès la soldatesque féodale magyare. Que le chemin pour cette évolution soit déjà tracé, les Magyars eux-mêmes nous en instruisent.

A l'occasion de la discussion de la réforme électorale dans la commission parlementaire, les députés de tous les partis ont apporté à la tribune des craintes, de graves craintes pour l'avenir de l'Etat hongrois et des Magyars. Tous sont tombés d'accord que l'extension du droit de vote et la participation des peuples de race non-magyare au pouvoir, dans le Parlement comporte de plus graves dangers pour l'existence de l'étatisme magyar et préconisent la nécessité de faire des lois qui garantiront l'instruction publique exclusivement magyare; l'administration, l'armée, la politique foncière et la colonisation également magyares. Cependant, si l'on donnait des droits politiques — dit le « Pestí Hirnap » du 10 mars — aux masses nationalistes qui tendent contre l'unité de l'Etat ce serait une étourderie dont l'Etat payerait le prix.

Depuis Tisza jusqu'à ceux qui ne prononcent pas une phrase sans y intercaler le mot de démocratie, tous sont d'accord que la ruine de l'Etat magyar est sûre si les peuples ont le droit de vote. « Cette guerre a entraîné un succès politique — a dit Farkas dans la commission parlementaire — à savoir que l'intégrité de la Hongrie se trouve assurée, mais seulement à condition que nos ennemis intérieurs ne la déchirent pas. » (« Budapesti Hirnap » du 21 février).

En vérité, les Magyars ont tout le droit d'avoir peur des peuples qu'ils oppriment. Une fois venus au Parlement ils y apporteront les sentiments de haine et de révolte accumulés dans leur cœur par suite des souffrances séculaires chaque jour renouvelées. « Dans tous les coins de la Hongrie — a dit Farkas dans son discours déjà mentionné — les nationalités préchent une guerre de croisade. Elles sont en parfait accord avec les nationalités autrichiennes en ce qui concerne la dislocation de la Hongrie. »

Sous le couvert de cette Hongrie calme en apparence une autre Hongrie de dix millions d'âmes vit, agit et espère en attendant le jour où elle se ruera sur « l'Etat unitaire magyar » dont elle n'a connu que la misère et l'humiliation.

## La fraternité turco-bulgare en péril

Depuis que la Russie s'est rayée du nombre des belligérants et depuis que les Alliés ont, plus ou moins, renoncé à Constantinople et au démembrement de l'Empire ottoman, les Turcs redressent peu à peu la tête. Les premiers effets se sont fait sentir à Sofia, car la Turquie paraît avoir fait comprendre son intention de reprendre les territoires dont elle dit avoir été dépouillée en vertu du droit du plus fort.

Les journaux de Sofia se trouvent dans un véritable embarras et chacun traite la question différemment. Les « Narodni Prava », organe gouvernemental, exprime ses inquiétudes :

Nous, Bulgares, nous avons eu beaucoup d'espoirs déçus et ce n'est pas sans raison que le pessimisme est devenu le trait dominant de notre caractère... Y a-t-il en Turquie un homme d'Etat qui désire soulever une question de compensations! L'histoire est encore trop récente pour être oubliée.

Le « Preporets » se fâche contre les prétentions turques :

Nous sommes persuadés que les questions soulevées en connexion avec le sort de la Dobroudja profiteront le moins à ceux qui les soulèvent.

Il faut être aveugle pour ne pas voir quelle est la situation aujourd'hui : les troupes bulgares forment un bouclier derrière lequel on triomphe à Constantinople et l'on cherche à étendre son pouvoir au Caucase, perdu dans les guerres précédentes et même dans la guerre actuelle.

Le « Mir », de M. Guéchoff, voulant calmer l'opinion publique, devient plus explicite :

L'alarme qui s'est emparée de notre presse est facile à comprendre. Les moments que nous traversons sont d'une importance décisive pour la vie de l'Alliance...

Ayant une fois pâti des mésintelligences entre alliés, nous sommes peut être devenus trop ombrageux et trop enclins aux exagérations. Mais que nos alliés n'y voient aucune malice; notre alliance sera consolidée seulement quand toutes les causes de suspicion auront disparu.

Quant aux « Voeni Izvestia », organe militaire, ils reflètent l'âme et la mentalité bulgares. Les Bulgares y flattent les Turcs et font appel à leur parole donnée, en attendant que la guerre finisse, pour se jeter sur eux, comme ils l'ont fait avec leurs alliés de 1913 :

L'amitié turco-bulgare est destinée à une longue vie. C'est pour cela que la Bulgarie a rompu avec ses traditions et avec son passé... Nous sommes convaincus que les Turcs passés à Constantinople, qui tiennent à la parole donnée, y attireront l'attention des journalistes criards qui, cédant à leur tempérament, oublient et la noblesse turque et la situation périlleuse. Les Bulgares connaissent ces Turcs aux habitudes byzantines qui n'ont que le nom de commun avec les vrais Turcs au caractère droit et intègre. Ceux-ci n'ont qu'à faire un signe, qu'à grincer des dents, pour que ceux-là reviennent à la raison. C'est ce qui ne manquera pas de se produire. La parole donnée nous autorise à nous attendre.

## Les Juifs yougoslaves

Selon le « Zidow » organe juif de Zagreb, un grand nombre de Juifs d'Ossiék (Croatie) ont signé un manifeste dans lequel les Israélites yougoslaves expriment leurs sympathies pour l'idée de l'indépendance et de liberté du peuple serbo-croate-slovène. Ils promettent, en outre, d'user de toute leur influence auprès des Juifs russes pour que, eux aussi, appuient la juste cause du peuple yougoslave qui est en même temps la leur, car le peuple serbo-croate-slovène donnera dans son nouvel Etat, la même liberté et égalité dont jouissent les Juifs en Serbie.

lorsque, au cours de la guerre, les gouvernements de Vienne et de Budapest, abandonnant successivement leurs pouvoirs à celui de Berlin, tuèrent l'Autriche-Hongrie et livrèrent ses dépouilles à la Mitteleuropa. Nos médecins Tant-Mieux ne sont pourtant pas convaincus encore. « L'Autriche est bien bas, c'est vrai, prétendent-ils, mais elle n'est pas morte. Il faut même ne pas la laisser mourir. Inoculons-lui le suprême sérum de la fédéralisation, et nous la conserverons pour le plus grand bien de l'équilibre européen. » Ils ne prétendent pas néanmoins la conserver intacte. Ils admettent que certaines amputations sont nécessaires. Ils songeraient à détacher la Galicie, qui passerait à la Pologne reconstruite; la Bosnie-Herzégovine qui serait accordée à la Serbie; le Trentin, que l'on incorporerait à l'Italie. Le reste devrait subsister et constituer la fameuse Autriche-Hongrie fédérée.

Il semble que nos fédéralisateurs connaissent bien mal cet Etat dualiste que l'on dénomme fallacieusement Autriche-Hongrie. S'ils connaissaient mieux sa structure et son histoire, ils s'apercevraient immédiatement qu'il est impossible de fédéraliser le domaine des Habsbourg et que, si même ce remaniement était possible, l'Autriche-Hongrie ainsi transformée ne ferait que soutenir la puissance germanique et continuerait à être néfaste à l'équilibre européen. L'histoire montre que, par la façon dont différents pays se sont rassemblés autour de leur trône, les Habsbourg ont toujours régné sur une confédération, mais qu'ils n'ont cessé d'en vouloir faire un empire centralisé.

L'empire d'Autriche n'est qu'une simple domination, un titre honorifique donné par les Habsbourg à leurs possessions. Cet empire ne forme pas un Etat unitaire, mais une confédération d'Etats particuliers, indépendants les uns des autres et n'ayant de commun que la personne de leur monarque.

Qui donc imposera aux gouvernements de Vienne et de Budapest, ce fédéralisme qu'ils repoussent? Seront-ce les Tchèques ou les Yougoslaves? Mais ils n'en veulent pas eux-mêmes. Le Ceshy Svaz,

union des députés tchèques, a maintes fois exprimé le désir qu'à la nation tchèque d'être libre et de former, unie à la Slovaquie, un Etat souverain indépendant. Les Yougoslaves, par la voix de leurs députés, demandent également l'émancipation et l'unification de toutes les régions habitées par eux. Admettons pourtant que Tchèques, Yougoslaves, Slovaques, etc. réussissent à imposer à la Monarchie dualiste la forme préconisée par le docteur Tant-Mieux. Qu'y auront-ils gagné et qu'y aura gagné l'équilibre européen? Rien, et c'est facile à comprendre.

Une fédération ne peut sortir, en effet, que du libre consentement des peuples.

La Confédération helvétique aussi bien que les Etats-Unis d'Amérique sont le résultat de la volonté des nations qui les composent. Il convient donc de rendre aux diverses nationalités de la Monarchie habsbourgeoise cette volonté que le régime austro-hongrois a annihilée. Il faut accorder aux Polonais, aux Ruthènes, aux Tchèques, aux Slovaques, aux Roumains, aux Yougoslaves et aux Italiens la libération qu'ils réclament. Toutes ces nationalités, qui formaient jadis des Etats indépendants, ont un jour jugé bon de choisir leurs monarques parmi les Habsbourg. Ils ont signé avec eux-ci un contrat engageant les deux parties. Ce contrat se trouve aujourd'hui rompu par la faute des Habsbourg; laissons les populations lésées répudier leur monarque et choisir leur forme de gouvernement.

Les défenseurs de l'Autriche-Hongrie, à l'extérieur comme à l'intérieur de la Monarchie dualiste, sont d'ailleurs des plus illogiques. Ils admettent fort bien la libération de la Pologne. Le gouvernement de Vienne est même prêt à rendre la Galicie aux Polonais. Pourtant ils ne peuvent admettre la libération des autres nationalités. Nous comprenons les mobiles du gouvernement austro-hongrois, qui songe à lier la nouvelle Pologne au domaine des Habsbourg. Nous ne comprenons pas, par contre, les raisonneurs de l'Entente qui voudraient voir la Pologne libre tandis que les autres nations slaves resteraient asservies aux Habsbourg.

L'Entente a commis l'erreur de laisser les empires centraux promettre à la Pologne cette liberté et cette indépendance. Elle peut réparer sa faute. Il faudrait que, par un acte diplomatique, les Alliés proclamassent unanimement leur ferme volonté de réaliser le désir de libération et d'indépendance manifesté par les Tchéco-Slovaques et les Yougoslaves dans leurs solennelles déclarations du 30 mai; par les Roumains et les Ruthènes dans leurs divers discours ou interpellations au Parlement de Vienne et de Budapest. En agissant ainsi, nous seulement nous augmenterions les forces de résistance auxquelles, depuis le début de la guerre, se heurtent les autorités de l'Autriche et de la Hongrie, mais encore nous préparerions le véritable équilibre de l'Europe future.

Le démembrement de l'Autriche-Hongrie a néanmoins son mauvais côté. Il jetterait dans les bras de l'Allemagne les Germains actuellement soumis aux Habsbourg. Certains voient là un dangereux renforcement de la puissance germanique. « C'est un argument spécieux que j'ai entendu formuler par des politiciens de l'Occident et d'ici, disait en Russie M. Masaryk, professeur de l'Université tchèque, ancien député, exilé depuis la guerre et qui suit avec autorité la campagne tchèque contre l'Autriche. Je leurs réponds toujours : « C'est, Messieurs, simple affaire de calcul. Quel est le nombre le plus grand, 50 ou 7? Il y a sept millions d'Allemands en Autriche, pas davantage (nous ne comptons pas les Allemands de Bohême et de Hongrie). Admettons qu'ils passent à l'Allemagne; elle sera renforcée de sept millions, mais elle perdra des Français, etc. Tandis qu'aujourd'hui l'Allemagne dispose des 50 millions de toute l'Autriche. Quel est donc le plus grand nombre, 50 ou 7? La réponse est péremptoire.

# Le tyran et ses victimes

— Un nouveau réquisitoire contre la terreur austro-magyare —

Le « Glas Slovenaca, Hrvata i Srba » a publié un long extrait du discours prononcé au Reichsrath de Vienne par le député Voukotitch. C'est un réquisitoire tout aussi cinglant que celui qu'avait prononcé l'année passée le député Tresslich Pavitchitch. D'après cet extrait que la censure a autorisé, on peut juger quelles sont les horreurs subies par les Yougoslaves et quelles doivent être encore les atrocités évoquées dans les passages confisqués. Celles-ci doivent certainement égaler les atrocités bulgares en Macédoine et en Vieille-Serbie.

« Pendant que depuis bientôt trois ans et demi les deux groupes de puissances mènent cette guerre épouvantable, en employant les procédés et les appareils les plus affreux de la force brutale, cela dans le but de s'assurer la victoire finale; des flots de sang versés et de souffrances indescriptibles de tant de personnes, ce qui est sorti pourtant définitivement triomphant de ce carnage, c'est l'idée de la liberté de tous les peuples. Cette idée victorieuse ne connaît ni de nations subjuguées ni de nations oppressives; elle ne connaît ni peuples privilégiés, ni peuples foulés au pied; elle ne connaît ni grandes puissances prépondérantes, ni petits Etats qui doivent toujours vivre dans les trances et sur leurs gardes. C'est uniquement et exclusivement sur la base de la liberté complète des nations et sur le principe démocratique du droit de l'auto-disposition nationale que l'on pourra obtenir une paix qui soit sincère et durable, non pas une paix entre des Etats, mais entre des nations libres et égales en droit.

« Ce n'est pas sur la base d'un pareil traité de paix que l'humanité peut établir un avenir meilleur, car ce n'est qu'un semblable traité de paix qui sera digne des immenses sacrifices en sang et en biens que l'humanité a dû consentir pendant cette épouvantable guerre.

« Nous plaçant au point de vue de l'union nationale et du droit d'auto-disposition des nations, nous Yougoslaves: Croates, Slovénes et Serbes — nous demandons et nous exigeons notre indépendance étatique.

« Contrairement à cela, nos gouvernants, issus des races nationales dominatrices et des classes nationales privilégiées, considèrent les événements sous un point de vue foncièrement différent et s'efforcent pour cela de donner à la paix une toute autre base. Leurs efforts tendent uniquement à ce qu'une paix quelconque — ne poursuivant, à les croire, aucun but annexionniste — renforce pour toujours la prépondérance des Allemands et des Magyars dans la vie intérieure de la Monarchie et ravisse pour toujours la liberté des autres nations. Ils n'ont toutefois pas l'audace de s'opposer aux tendances annexionnistes de leurs alliés, et c'est pourquoi ils ne permettent pas aux nations de la Monarchie de participer aux pourparlers de paix dont dépendra tout leur avenir et leur destinée.

« C'est pourquoi, lorsque le président du Conseil et le ministre des affaires étrangères prétendent que les nations représentées dans cette maison jouissent, de par la constitution même, de la garantie la plus large de pouvoir réaliser leurs volontés nationales, nous devons protester de la façon la plus catégorique contre ces affirmations qui ne correspondent en aucune manière aux faits et démontrer qu'en réalité dans cet Etat et plus particulièrement pendant la durée de la guerre actuelle, la constitution et les lois ont été mises violées maintes fois rien que pour pouvoir commettre sans aucun contrôle envers les nations subjuguées les crimes les plus inouïs et les plus barbares. Seule l'histoire pourra prononcer la condamnation de ces malfaiteurs et de ces oppresseurs des peuples. Le chapitre le plus effroyable de cette histoire sanglante sera très certainement celui qui aura trait aux proscriptions et aux violences commises chez les Yougoslaves, aussi devra-t-il porter le titre qu'il mérite: le tyran et ses victimes.

« A l'appui de ce que je viens de dire qu'il me soit permis de relever quelques-uns des exemples qui constituent une suite de cette chronique terrible (en français) commencée déjà par mes collègues. Afin que l'on puisse se rendre compte comme tout a été organisé méthodiquement et comment tous les moyens ont été employés pour faire disparaître nos intellectuels, je citerai deux exemples de Dalmatie.

Le docteur Mirko Deyanovitch, professeur suppléant au grand gymnase de l'Etat de Split (Spalato) a été congédié subitement le 28 février 1915 sur l'ordre télégraphique du conseil scolaire de Zadar (Zara). On lui supprima de suite son traitement. On ne lui indiqua pas le motif de son renvoi et une enquête disciplinaire lui fut refusée. En 1916, à l'occasion d'une plainte déposée par M. le Dr Beg contre le détective royal

et impérial Chantitch, on apprit au cours des débats à Chibenik (Sebenico) que sur l'ordre du chef du district de Split, Szilva de Szilvasa, Chantitch avait fait une dénonciation au sujet de la conduite soi-disant antipatriotique du Dr Deyanovitch et qu'il avait reçu pour cela 60 couronnes de Szilvasa. Au cours des débats judiciaires, Chantitch confirma ainsi qu'un autre témoin dont il avait allégué la déclaration, la fausseté de cette dénonciation. Ainsi se trouva démontrée judiciairement l'innocence du Dr Deyanovitch. Mais depuis mars 1915 le Dr Deyanovitch resta sans appointement. En 1916 il fit une démarche pour obtenir une place de professeur à la grande école réelle de Split, mais bien qu'il possédât toutes les qualités requises pour ce poste, le ministère de l'Instruction publique repoussa sa demande en se référant au décret du conseil scolaire relatif à son renvoi.

« Un autre cas. A Split vivait un riche banquier du nom de Stévo Pérovitch. Dès la déclaration de guerre, il se présenta aux autorités du district de Split et fit don à la Croix-Rouge de 500 couronnes. L'argent fut reçu avec reconnaissance, mais le donateur fut immédiatement jeté en prison, sans aucun motif. Après un temps assez long, notre collègue, le député Baljak, intervint en sa faveur auprès du gouvernement de Zadar et cela d'autant mieux que tout le monde savait que l'incarcéré ne s'était jamais occupé de politique. Le sous-commissaire du gouvernement, Dr Bandel, répondit au Dr Baljak qu'en effet rien n'avait été relevé à la charge de Pérovitch, mais que l'on avait considéré sa précipitation à faire don à la Croix-Rouge de la somme en question comme étant l'indice d'une mauvaise conscience. Du moment que ces messieurs et leur entourage jugèrent à propos d'employer de pareils procédés à l'égard du Dr Deyanovitch et de S. Pérovitch, qui ne se sont jamais occupés de politique, je vous demande quels sont les moyens considérés comme licites lorsqu'il s'agit de priver de leur liberté des personnalités plus ou moins lancées dans la politique?

« La manière d'agir des pouvoirs militaires a été dirigée non seulement contre la liberté, mais encore contre la vie des citoyens gouvernés. Le peuple innocent et pris au dépourvu se trouva placé tout à coup sous un régime de terreur. Il n'y a que les horreurs de l'inquisition espagnole et de la Saint-Barthélemy qui pourraient être comparées à celles que nous avons subies. Pour illustrer cela, je me bornerai à citer quelques exemples:

« Avant que la guerre éclatât, Yovo Radanovitch avait quitté le Caire pour venir chez lui, dans les Bouches de Cattaro. Lorsqu'il arriva à Trieste, il n'avait encore aucune idée de la guerre. Après avoir montré ses papiers et laissé fouiller ses bagages, il se mit en route pour l'Herzégovine. Là, de même qu'à Tivat, ses papiers furent trouvés en ordre et on lui donna la permission de rentrer chez lui. Mais en route, il fut arrêté par une patrouille militaire et l'on fouilla de nouveau ses bagages. Comme l'on trouva dans ceux-ci un revolver muni de 50 cartouches acheté par lui au Caire pour sa sécurité personnelle, ainsi qu'environ 1000 napoléons représentant les économies faites par lui au cours de quatorze ans de labeur, Radanovitch fut arrêté. Le revolver, les cartouches et l'argent étranger le conduisirent devant le tribunal de Tivat. Toutes ses explications n'aboutirent à rien. Il fut fusillé.

« En Bosnie on avait institué autrefois une organisation connue sous le nom de Schutzkorps que l'on avait instruite systématiquement dans un esprit d'hostilité envers la population serbe du pays. C'est surtout chez les musulmans indigènes, tout à fait incultes, qu'on avait incité la haine en leur assurant que plus ils se comporteraient brutalement, mieux ils seraient vus par leurs chefs. Lorsque la guerre eut éclaté, les conséquences de cette instruction ne tardèrent pas à apparaître. La population des régions frontalières fut remise complètement à la discrétion des Schutzkorps et des gendarmes. Une dizaine de mille de personnes innocentes tombèrent victimes de ceux-ci. A Pale, la population restée après la retraite des Monténégrins fut effectivement exterminée (bien qu'elle aurait pu s'enfuir avec les Monténégrins, si elle avait fait quoi que ce soit d'incorrect). Les docteurs Savo Lyoubibratich et Jovo Laviniitch qui se trouvaient à Pale comme otages, peuvent témoigner que les membres des Schutzkorps ont massacré sans jugement et aucun motif les hommes suivants: Krsta Popovitch, le prêtre Rista Tchetchar, Stiepan Simitch, Péro Karavdija, Péro Pantitch, Rista Kostitch, Laza Yourouk, Milé Koumouk avec ses deux fils et un vieillard âgé de près de cent ans,

Gorges Klotchar; ils tuèrent en outre des femmes dont voici les noms: Milka Tchoustilo, Lyoubitza Terzitch, Milka Karavdija, Mara Schimatovitch et Djouka Biélobrk. Spasoye Chibonja fut pendu.

Dans la commune de Romania deux soldats massacrèrent en une seule fois sept hommes, dont voici les noms: Milan Fourtoul, Jovan, Krsta, Vassili, Miloch et Pero Glouhatovitch et Stoian Pouzitch — cela sans la moindre enquête et uniquement parce que ceux-ci n'avaient pas pu donner une rançon quelconque, tandis que Mile Ninkovitch, Jovo Glouhovitch, Spasoye Voukotitch et Krsto Yoikitch de Romania eurent la vie sauve ayant chacun d'eux remis à chaque soldat 100 couronnes. Le prêtre Timotié Popovitch, de Drinatcha, en Bosnie, père de six enfants en bas âge, fut dès le début de la guerre emmené par une escorte militaire et sans la moindre enquête, condamné à mort par un capitaine.

(A suivre.)

## Après l'anniversaire de Preradovitch

Au Sabor croate, le député Kovatchévitch a interpellé le gouvernement au sujet de l'interdiction de la majeure partie du programme de fêtes à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du grand poète et patriote croate Petar Preradovitch, qui fut l'occasion des grandes manifestations anti-autrichiennes à Zagreb (Agram):

Seule la peur, dit le député Kovatchévitch, conduit le gouvernement et ceux qui soutiennent ce gouvernement; la peur de quelque chose qui est parmi eux, la peur des étrangers, la peur de certaines puissances supérieures devant lesquelles ils tremblent, la peur que les Magyars ne découvrent dans cette fête une pointe contre eux ou une attaque contre l'organisation actuelle de la monarchie, car, comme nous le savons, Petar Preradovitch a été le grand poète de l'unité nationale que redoutent Allemands et Magyars.

Le vice-ban Krichkovitch répond:

Il n'est pas exact de dire qu'il est impossible de fêter Preradovitch. (Kovatchévitch: Mais seulement de la façon permise par les Magyars.) Toutefois ces solennités, organisées dans le cadre conçu par le comité, pourraient dépasser les limites permises et entrer en conflit avec des prescriptions dont il convient de tenir compte. Le gouvernement veut que cette fête reste « dans le cadre d'une fête culturelle », sans dépasser les limites qui compromettraient notre opinion publique.

Kovatchévitch:

Je remercie le vice-ban de la franchise avec laquelle il a exposé les raisons qui ont amené le gouvernement à interdire une fête vraiment digne de la mémoire de notre immortel Preradovitch. Le vice-ban a dit: « Au milieu des circonstances où nous vivons. » Cette brève phrase est une des meilleures preuves de la situation de misère et d'esclavage dans laquelle se trouve le royaume de Croatie. Les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons, les voilà: on ne permet pas au peuple de rendre hommage à ses grands fils.

Tout notre peuple est inspiré d'une seule idée, d'une seule conviction, à savoir que toutes ces violences sont une conséquence des circonstances dans lesquelles nous vivons. C'est pourquoi notre peuple est conscient de la nécessité de renverser cette situation et de défendre les intérêts de l'unité des Croates, des Serbes et des Slovénes, d'un peuple qui, comme le chante bien Preradovitch, « vit de Stamboul à Kotor, de la mer Noire jusqu'à l'Adriatique ». Notre peuple, conscient de son unité, se trouve fort et indomptable et saura, lorsqu'il sera libre, rendre à notre grand poète l'hommage qu'il mérite.

## La politique en Autriche-Hongrie

La crise gouvernementale en Croatie

La « Drau », journal qu'un groupe de Yougoslaves a acheté dernièrement à Ossiek, donne dans son numéro du 20 mars quelques informations intéressantes concernant la situation politique en Croatie.

« De retour de son dernier voyage à Budapest, le ban de Croatie n'a pas pu assister aux séances parlementaires au cours desquelles on a discuté l'interdiction des solennités projetées à l'occasion de l'anniversaire de Preradovitch et la suspension provisoire du « Glas Slovenatza, Hrvata i Srba ». Sa maladie n'a néanmoins pas été suffisamment grave pour l'empêcher de repartir déjà le vendredi soir pour Vienne où il était appelé pour faire son rapport. Dans les milieux gouvernementaux, on affirme que ce voyage a trait au ravitaillement. Cependant, les milieux politiques affirment qu'il s'agit d'un changement politique, le ban devant être remplacé par une autre personne. L'audience accordée au ban Mihalovitch par l'empereur serait en relation avec ce changement. C'est une chose connue que le régime de Mihalovitch n'est pas considéré comme solidement établi et cela non pas par la faute du ban lui-même. A Vienne, on a perdu complètement la boussole... Le problème yougoslave est là: il existe, Vienne le voit. Mais on croit qu'on pourra l'affaiblir en imaginant de le résoudre comme un problème croate. Voici la formule: Il faut aller, dans le cadre des intérêts de la monarchie toute entière, au-devant des aspirations croates; de cette

façon les Slovénes seront isolés et contraints par les circonstances à renoncer à leurs aspirations, tandis qu'en ce qui concerne les Serbes... on en viendra à bout d'une façon ou d'une autre. »

Le « Youg » d'Ossiek est informé également de Zagreb que la crise gouvernementale en Croatie entrera prochainement dans une phase aiguë. Le rôle de la coalition croato-serbe semble terminé.

« Il semble, dit le journal, qu'on ait discuté sérieusement à Vienne l'introduction d'une orientation purement croate. Le souverain serait sur le point d'inviter plusieurs hommes politiques croates, tels que les conseillers intimes Rakodzy, Hidghelthy et Cejza Josipovitch, ainsi que l'ancien vice-ban Choumanovitch. La composition même de la liste de ces noms indique quelle devrait être la nouvelle orientation en Croatie. La coalition croato-serbe dans son ensemble n'entre plus dans aucune combinaison. Les nouvelles élections en Croatie prévues pour le cas éventuel d'une dissolution du parlement en Hongrie, ne seraient pas effectuées d'après la nouvelle loi électorale qui, d'ailleurs telle qu'elle est ne semble pas devoir obtenir la sanction royale. »

Le journal « Novosti » (2 mars) donne lui aussi certaines nouvelles, qui indiquent qu'à Vienne on prépare un revirement dans la politique yougoslave, ayant pour but d'exciter le régionalisme séparatiste de certains Croates pour combattre la politique unitaire des Serbes, des Croates et des Slovénes.

La fraternité magyaro-bulgare

Le président de l'Académie hongroise Albert de Berzeviczy s'est rendu dernièrement à Sofia. Des manifestations de fraternité touranienne ont été organisées à cette occasion. Dans son allocution à un banquet, Berzeviczy a

« relevé que les Magyars et les Bulgares bénéficient d'une faveur toute particulière dans l'Alliance Centrale. » (« Echo de Bulgarie »; 9 mars).

Guéchoff, ancien président du Conseil bulgare et chef du parti « russophile », a prononcé également une allocution sur la fraternité bulgare-magyare:

« Rien ne nous va aussi directement au cœur, a dit Guéchoff, rien ne nous remplit tellement d'un sentiment de profonde reconnaissance comme l'assurance que vous nous donnez que nous pouvons compter sur vous pour la réalisation de notre idéal. » (« Echo de Bulgarie », 11 mars.)

Le « Preporetz », organe des démocrates (Malinoff) commente ainsi ces manifestations magyaro-bulgares:

« La conférence de M. de Berzeviszy a laissé une impression ineffaçable à cause de la courageuse franchise avec laquelle le conférencier a caractérisé la situation particulière que la Hongrie et la Bulgarie occupent dans la Quadruple Alliance. La visite de M. de Berzeviszy se produit à un moment historique où la Hongrie et la Bulgarie s'entraident effectivement sans réserves comme il convient à des alliés. » (« Echo de Bulgarie », 11 mars.)

Les théories magyares

Le député Karolyiste Buza Barna publie dans le « Magyarorszag » du 24 mars, un article dont nous relevons les passages suivants:

« Le magyarisme ne consiste pas en Etienne Tisza et en son parti du travail; le magyarisme, c'est ces vingt millions d'hommes, (qui composent l'Etat hongrois), tous les vingt millions, les nationalités y comprises, car les nationalités sont aussi membres du peuple magyar formant l'Etat magyar et ces nationalités, d'après les lois naturelles du développement, doivent se fondre avec l'élément magyar... »

« La suprématie du magyarisme. Ce mot induit en erreur beaucoup de personnes crédules, ici comme à l'étranger, et il semble qu'ici vraiment un peuple gouverne par force sur les autres peuples. Ce n'est pas le magyarisme qui gouverne sur les Slaves, les Roumains et les Allemands, mais simplement comme dans tout Etat constitutionnel, c'est la volonté de la majorité du peuple qui gouverne l'Etat (?) Parce que la majorité du peuple en Magyarie est composée de Magyars, cet Etat est un Etat magyar, notre Etat, qui restera toujours magyar... »

En Serbie

Le bureau de la presse serbe nous communique de Corfou:

A l'occasion de la déclaration du gouvernement serbe à la Scoupschtina, le ministre de Grèce, M. Politis, informa M. Pachitch qu'il avait pris connaissance avec la plus grande satisfaction des passages concernant la Grèce dans la déclaration sur la politique serbe, dans laquelle sont heureusement définis les buts de guerre de la Serbie. M. Politis exprima les remerciements chaleureux du gouvernement grec, donnant de nouveau l'assurance que la Grèce, conscient de la solidarité qui unit les alliés, ne manquera pas de prendre parti en faveur des intérêts serbes avec le même enthousiasme que pour les intérêts grecs.